

Faut-il craindre la mondialisation ?

Les dernières émeutes de Gênes l'ont encore démontré : la mondialisation n'a pas bonne presse auprès de nombre de citoyens. Pour certains, elle s'apparente uniquement au diktat des marchés financiers ou à des décisions brutales, telle la fermeture de l'usine belge de Renault à Vilvoorde ou, plus récemment encore, le départ précipité de Mark's & Spencer de Belgique. Bref, la mondialisation inquiète. Anonymes et lointaines, ces multinationales (" World Company ") qui seraient à l'origine de la mondialisation fonctionneraient selon une logique contraire aux intérêts des Etats, des nations et des peuples. A en croire d'autres propos, ces World Company auraient un pouvoir exorbitant et pourraient, d'un seul coup de fil, déplacer leur siège d'un pays vers un autre ou fermer un site porteur d'emplois... par simple fax. Alors, réalité ou mythe ? Pour en savoir plus, et répondre à cette interrogation, Accountancy & Tax a synthétisé (1) pour vous les arguments des adversaires et des défenseurs de cette mondialisation.

Premier argument avancé par les défenseurs de la mondialisation : A quelques rares exceptions près, la véritable entreprise mondiale n'existe pas. Et ce, pour une simple raison : pour s'imposer, l'entreprise mondiale se heurte à un obstacle de taille ; c'est que le client mondial n'existe pas. En dépit de ce que l'on affirme ici ou là, l'homogénéisation du marché mondial n'est pas encore pour demain. A preuve, beaucoup d'entreprises américaines en ont fait l'expérience au cours de ces dernières années. Un exemple ? Depuis bien longtemps déjà, les constructeurs automobiles du monde entier rêvent, par exemple, de la " world car " : la voiture mondiale. A vrai dire, le rêve n'est pas neuf. Au début du siècle dernier, Ford avait fait fortune en lançant sur le marché américain un modèle tout simple, la Ford T.

Aujourd'hui, ses successeurs tout autant que ses concurrents aimeraient pouvoir vendre, dans tous les pays en même temps, un même modèle, une voiture banalisée sur les plans technique tout autant qu'esthétique. Ce serait pour eux l'occasion de fabriquer une voiture moins chère, de réaliser de substantielles économies d'échelle. Cette tentation de la " voiture mondiale " n'est pas nouvelle. Elle s'est cependant trouvée exacerbée ces dernières années, par les conditions d'activité auxquelles se trouvent confrontés les constructeurs. Des marchés nouveaux, en Amérique latine et en Asie, sont à conquérir. Les frontières disparaissent progressivement avec la suppression des quotas et la réduction des droits de douane. De plus, les moyens de transport facilitent une division optimale des tâches à l'échelle de la planète : on peut fabriquer la boîte de vitesses dans un continent, le vitrage dans un autre et monter l'ensemble sur un troisième. Partout les mêmes normes techniques s'imposent. Les goûts enfin se rapprochent. Bref, la tentation de la " world car " devenait de plus en plus forte.

VOITURE MONDIALE

Au début des années '90, plusieurs constructeurs y ont succombé. L'Allemand Volkswagen a lancé un programme " one world, one car ". L'Italien Fiat a propulsé la Palio, l'un de ses modèles, dans treize pays différents en même temps, de l'Equateur au Venezuela, de l'Inde à l'Algérie. Mais c'est l'Américain Ford qui ira le plus loin. Le numéro trois de Detroit tentera d'introduire, simultanément ou presque, sur tous les grands marchés mondiaux, américains et européens notamment, une même voiture, la Mondeo. Son nom a lui seul est un clin d'œil. Conçue à partir d'études très approfondies sur les de-

mandes communes des automobilistes du monde entier, la Mondeo se présentait, à l'origine, comme le premier enfant de la mondialisation dans le parc automobile. Mais ces expériences ne furent guère concluantes. VW a abandonné. Commentaire au siège : " des ventes déclinantes ont montré que les consommateurs voulaient des modèles satisfaisant leurs besoins plutôt que ceux de la compagnie ". Fiat a donné une couleur locale à sa voiture globale. Ford aussi. Bref, continue l'ancien rédacteur en chef du journal Le Monde, c'est qu'en fait, malgré la mondialisation, chaque peuple continue à avoir, en matière automobile comme en bien d'autres domaines, des préférences bien typées. Les automobilistes belges et anglais n'ont pas les mêmes goûts. Les uns roulent à droite, les autres à gauche. Mais les différences vont bien au-delà. Elles portent sur le type de véhicule recherché – le cabriolet ou le break, la voiture puissante ou le modèle élégant. Elles concernent des détails plus futiles, la position des sièges ou la couleur du tableau de bord. Elles renvoient aussi à une relation plus intime, sans doute, entre l'individu et l'objet. En fait, à l'instar du constructeur automobile Ford, beaucoup de groupes américains ont cru que l'heure du consommateur mondial avait déjà sonné. Mais là encore, l'échec initial de Walt Disney en Europe est là pour démontrer qu'il n'en est rien. Même le numéro un du marketing s'est fait piéger. Le groupe américain a ainsi installé, non loin de Paris, un parc de loisirs qui n'était qu'un clone de ses propres parcs made in USA. Or, si ces derniers font la joie des américains et la fortune de Walt Disney, tel n'a pas été le cas en Europe. Pourquoi ? Pour la simple raison que Walt Disney a oublié l'évidence : les européens ne sont pas des américains. Si Walt Disney veut attirer des consommateurs européens dans son parc, il doit également répondre à la demande de ces européens et leur... servir aussi du vin à table, et pas uniquement du coca-cola. C'est d'ailleurs grâce à l'europanisation récente du parc que Mickey a retrouvé le sourire et Walt Disney des sous.

Et les défenseurs de la mondialisation d'ajouter encore : les infortunes de Ford et de sa Mondeo ou de Walt Disney en Europe ne sont pas des exceptions. Tous les industriels de la grande consommation – les lessiviers, les parfumeurs, comme les professionnels de l'agroalimentaire – ont appris une chose au moins à l'occasion de leur développement international : la suppression des frontières et l'abolissement des distances (via Internet, par exemple) n'ont pas étouffé les cultures nationales et les goûts locaux. Bien entendu, il y a une tendance à l'homogénéisation ; c'est le cas pour les voitures, le déodorant et les céréales au petit déjeuner. Mais malgré cela, des comportements marqués subsistent encore. Toyota ne met pas sur le

marché européen la même gamme de couleurs, pour ses voitures, que celle qu'il propose à ses clients aux États-Unis, en Chine ou au Japon. Même en Europe, le constructeur nippon veille : il offre du jaune aux Allemands et du noir aux Français. L'Oréal et ses concurrents mondiaux, l'Américain Estée Lauder et le Japonais Shiseido, ne commercialisent pas les mêmes laques pour cheveux sur chacun des trois continents. Heineken ne vend pas les mêmes bières en France... et en Allemagne. Nescafé, le café soluble de Nestlé, a partout le même nom mais nulle part le même goût. Bref, pour les tenants de la mondialisation, celle-ci n'a pas tué toutes les habitudes et traditions locales. Et ce, pour une simple raison : le " client-monde ", celui qui exprimerait partout les mêmes demandes, n'existe pas.

DIKTAT DES MARCHÉS

L'autre grande critique des tenants de l'antimondialisation porte sur le poids excessif des marchés financiers. Trop puissants et quelque peu énigmatiques, les marchés financiers seraient aussi complètement fous. C'est la seconde raison de la méfiance qu'ils provoquent dans l'opinion. Un jour les marchés s'entichent d'un pays; un autre jour, ils vouent ce même pays aux gémonies. De ce fait, les marchés financiers sont inéluctablement dangereux. Les accidents y sont très fréquents, de plus en plus fréquents même. Personne n'est à l'abri. Une vénérable institution de la City de Londres, la banque d'affaires



fares Barings, plus que centenaire, a été victime, en 1995, d'un tel accident mortel. Elle a finalement disparu du bottin de la finance mondiale à la suite des pertes importantes que lui a fait subir l'un de ses

jeunes traders. D'où la question : faut-il diaboliser les marchés financiers ? Là encore, leurs défenseurs ne manquent pas d'arguments : malgré ces défauts, ces marchés révèlent sur le fond et sur le temps une certaine rationalité.

Si, sur le court terme, ils donnent parfois une impression de folie, sur le moyen et long terme, ils expriment généralement des comportements ni plus ni moins délirants que ceux des êtres humains. D'accord sur le constat, mais comment alors expliquer que Wall Street chute quand tombe un bon chiffre sur l'emploi aux Etats-Unis et s'effondre parfois lorsqu'il est excellent. Serait-ce que les marchés financiers ne puissent pas supporter un chômage en recul ? Faux, rétorquent les pro-mondialisation.

Dans la mesure où ils vivent dans l'anticipation et où ils spéculent sur l'avenir, il leur arrive naturellement d'être en avance par rapport à la réalité du moment. Si les indices boursiers trébuchent lors de l'annonce du recul du chômage aux Etats-Unis, c'est que les opérateurs craignent que celui-ci ne conduise à une résurgence de l'inflation, à une baisse des profits des entreprises et à un ralentissement de la croissance, c.-à-d. en définitive, à un arrêt des créations d'emplois. Bref, si les marchés financiers peuvent donner parfois l'impression d'agir bizarrement, c'est une impression fautive : ils agissent en fonction de leur propre rationalité.

NOUS SPÉCULONS TOUS

Autre argument en défaveur des marchés financiers : ceux-ci seraient trop puissants et ne seraient pas contrôlés. Résultat : ils imposent leur loi à tous. Pour répondre à cette attaque, les pro-mondialisation rétorquent que les marchés financiers ne sont que des... marchés. Or, un marché, quel qu'il soit, est d'abord et avant tout un lieu d'échanges où se retrouvent vendeurs et acheteurs. Et, les vendeurs, ce sont les... épargnants. Ce sont les familles qui mettent de côté une partie de leurs revenus par précaution, pour financer les études de leurs enfants ou pour préparer leur retraite, ce sont les entreprises qui ont passagèrement quelque trésorerie ou qui accumulent en vue d'un gros investissement dans le futur, ce sont les Etats qui dégagent parfois des surplus passagers... En

fait, tout européen qui a aujourd'hui un peu d'épargne – dans une sicav, par exemple – est souvent sans le savoir un acteur direct ou indirect de ces " vilains " marchés financiers. Mais les acheteurs qui sont-ils alors ? Et bien c'est simple, ce sont ceux qui recherchent un financement : ce sont les ménages lorsqu'ils veulent acheter une maison ou une voiture. Ce sont les entreprises qui cherchent les moyens de leur développement. Ou ce sont les Etats qui ont besoin de trésorerie. Vendeurs et acheteurs ont besoin de passer par des intermédiaires que sont les banques et les grands gestionnaires de fonds. Voilà pour le rappel. Et si les gouvernements ne veulent pas dépendre malgré tout de ces marchés financiers, ils ont une décision simple à prendre : c'est de ne pas aller sur les marchés financiers. Mais pour y arriver, il faut donc ne

pas en avoir besoin, donc avoir des budgets en équilibre. A partir du moment où ils s'endettent, les Etats se mettent d'office sous la coupe des marchés financiers. A partir du moment où les Etats vont sur le marché pour emprunter de l'argent, ils doivent se soumettre aux règles des prêteurs, c.-à-d. nous tous. Ils doivent assurer la sécurité et le rendement des économies qui leur sont confiées. Il n'y a alors rien d'anormal à ce que les épargnants et leurs délégués –

les intermédiaires financiers – surveillent de près la gestion économique des gouvernements. Bien entendu, ceux-ci peuvent avoir l'impression de perdre une partie de leur liberté. C'est la dette choisie qui en est à l'origine, et non pas les marchés en eux-mêmes. Bref, c'est aussi normal que quelqu'un qui prêterait de l'argent à une famille et demanderait à avoir un certain contrôle sur le budget de cette famille. Mais reste encore une question : les marchés financiers ne sont-ils pas toujours en faveur d'une politique libérale ? La réponse là encore fuse : les marchés ne votent ni à gauche ni à droite. La preuve ? Pendant longtemps, ils ont accordé toute leur confiance à des pays peu libéraux, comme l'Allemagne et la Suède, alors qu'ils n'avaient pas confiance dans la Grande-Bretagne de l'ultra-libérale Margaret Thatcher. Avec l'Italie, ils ont fui le premier gouvernement du libéral Silvio Ber-



lusconi et ont au contraire applaudi la coalition réunie autour de Romano Prodi et comprenant des... communistes. Conclusion de ce mini tour d'Europe : les marchés financiers ne cherchent pas des choix politiques, mais des politiques cohérentes et la transparence.

PETIT LIVRE ROUGE

De leur côté, les antimondialistes ne sont pas non plus à court d'arguments en sens inverse. Lorsqu'on leur réplique de n'offrir aucune contre-théorie au règne " totalitaire " du marché, Bernard Cassen, l'un des patrons de ATTAC (association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), rétorque... " et alors ? ". Pour lui, les amateurs de systèmes parfaits n'ont jamais su apporter au monde que la contrainte et le malheur. Cela vaut également, à leurs yeux, pour les apôtres du libéralisme. Ne pas disposer d'un Petit Livre rouge ayant réponse à tout n'empêche nullement de prendre des mesures de justice sociale qui, au moins, amélioreront le sort de milliards d'habitants de notre planète vivant dans le dénuement. Bref, la théorisation viendra plus tard, si c'est nécessaire.

A l'accusation qui leur est faite de récuser toute réglementation internationale (style FMI ou Banque Mondiale) sous prétexte qu'ils ont manifesté à Seattle contre l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ou à Gênes contre le G8, le groupe des 8 pays les plus riches au monde, les antimondialistes ont une réponse toute faite. A vrai dire, ce que contestent les antimondialistes, ce n'est pas tant l'existence d'un organisme multilatéral que la politique qu'il mène. Ils refusent que le libre-échange soit considéré comme une valeur supérieure au respect des droits humains, sociaux, environnementaux et culturels. Ils dénie donc à l'OMC la capacité juridique d'obliger les européens à importer du bœuf aux hormones nord-américain (dont, en vertu du principe de précaution, ils ont interdit la production chez eux depuis douze ans), sous peine de sanctions commerciales de 177 millions de dollars par an.

Dans le même ordre d'idée, les tenants de l'antimondialisme sont en désaccord total avec les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale ou du FMI et avec les " conditionnalités " (privatisations, suppression des subventions aux produits de première nécessité, coupes claires dans les budgets d'éducation, de santé, etc.) qu'ils imposent aux pays

pris à la gorge. Bref, ce n'est pas tant la présence d'un arbitre qu'ils récuse que le règlement qu'il applique.

TOBIN OR NOT TOBIN

Dans le flot des propositions mises en avant par les antimondialistes figure en bonne place, la fameuse taxe Tobin, du nom de James Tobin, un ancien prix Nobel d'économie. La proposition de James Tobin vise à percevoir un pour mille (0,1 %) sur le marché des changes pour endiguer la spéculation. L'objectif étant de décourager ces immenses capitaux empruntés au jour le jour, heure par heure, et qui attaquent les marchés nationaux, les monnaies. Des parlementaires européens ont voté en sa faveur et Didier Reynders, le ministre belge des Finances, devait présenter une proposition d'étude de faisabilité de cette taxe à la fin septembre, et ce à l'occasion d'un sommet Ecofin. Reste à voir si l'option sera réellement étudiée. D'autant qu'entre-temps la donne a changé : avec l'attaque du World Trade Center et les dégâts provoqués à Wall Street, les partisans de la mondialisation auront un argument supplémentaire pour affirmer que ce n'est pas le moment d'affaiblir les marchés financiers. Le débat, on le voit reste encore ouvert. Mais après tout, n'est-ce pas le principal avantage d'une démocratie : favoriser le débat démocratique entre citoyens.



- (1) Pour en savoir plus, l'ouvrage d'Erik Izraelewicz, " Ce monde qui nous attend ", Grasset, est un bon élément et nous nous en sommes largement inspirés pour nourrir le débat.